

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 27/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Les fromagers de St OMER

Compagnie du Forum SAS
18 place du forum
57000 Metz

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\Les Fromagers de St omer_Campagne lez wardrecques_0007003930\2_Inspections\2025 04 09 MEX2025
Code AIOT : 0007003930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement Les fromagers de St OMER implanté Voie Nouvelle, porte multimodale de l'Aa 62120 Campagne-lès-Wardrecques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les fromagers de St OMER
- Voie Nouvelle, porte multimodale de l'Aa 62120 Campagne-lès-Wardrecques
- Code AIOT : 0007003930
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société « Les Fromagers de Saint-Omer » située dans la zone d'activités « Porte Multimodale de l'Aa » sur le territoire de la commune de Campagne-les-Wardrecques exploite un atelier de préparation et de conditionnement de fromages dans lequel sont réalisées des tâches de tranchage, râpage et emballage de fromages de types emmental, gouda, mimolette, cheddar, mozzarella, raclette, etc ...

L'activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2008, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2017.

L'installation traite environ 9 000 tonnes de fromages par an, ce qui correspond à environ 300 000 litres équivalent-lait par jour.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 7.6.3.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Détection incendie	AP Complémentaire du 21/04/2017, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Indisponibilité des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 7.6.2.	Sans objet
4	Maintenance et contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les équipements de lutte contre l'incendie du site font globalement l'objet d'un bon suivi avec un système informatique de suivi de leurs vérifications et maintenance, et le personnel bénéficie d'informations et de formations relatives à leur mise en œuvre.

Des non conformités sont toutefois relevées sur la fréquence de vérification de la détection incendie et sur la justification de la ressource en eau pour l'extinction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 7.6.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les extincteurs et R.I.A. vus sur le parcours de visite terrain du site sont reprérés par des pancartes d'identification en matière inaltérables, et sont facilement accessibles (absence d'obstacle).

Des plans d'évacuation positionnés en différents endroits du site indiquent notamment les positions des extincteurs, des R.I.A., des portes coupe-feu, des alarmes manuelles, des désenfumages manuels.

L'exploitant présente son registre de sécurité dans lequel sont mentionnés les contrôles des différents équipements. Les dates des deux derniers contrôles sont les suivantes :

- extincteurs : 5/03/2024 et 18/02/2025 par société CHUBB ;
- R.I.A. : 4/07/2023 et 26/04/2024 par société CHUBB ;
- portes coupe-feu : 31/07/2023 et 26/04/2024 par société CHUBB ;
- désenfumage : 17/04/2023 et 26/04/2024 par société CHUBB ;
- alarme SSI : 17/04/2023 et 28/04/2024 par CHUBB

L'exploitant présente une procédure interne incendie référencée PRO-SEC-001 révisée le 17/05/2024 qui comporte les éléments suivants :

- logigramme d'alerte avec le rôle de chaque intervenant ;
- consignes d'évacuation ;
- identification des responsables et des astreintes en cas d'incendie en journée ou de nuit ;
- rôle des équipiers de 1ère intervention, des sauveteurs secouristes du travail, des serre et guides files ;
- les numéros utiles et d'urgence ;
- consignes pour ouvertures des accès, isolement du bassin de confinement, coupures des réseaux ;
- consignes générales en cas d'incendie ;
- ckeck-list du responsable incendie.

Les formations reçues par le personnel et les exercices d'évacuation sont mentionnés sur le registre sécurité. Vu les formations suivantes :

- formation incendie par la société SECURIFORM le 25/11/2022 et 15/10/2024 ; Vu l'attestation de formation délivrée par SECURIFORM le 15/10/2024 pour la formation de 11 salariés à la manipulation des extincteurs et la sensibilisation à l'évacuation.
- formation Equipier Première Intervention et guide/serre file en interne le 21/11/2022 ;
- exercices d'évacuation : 8/06/2022 et 22/07/2024

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 7.6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Ressource en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> des RIA de diamètre nominal de 40 mm et de longueur 30 m, conformes aux normes françaises en vigueur et protégés contre les chocs. Ils sont disposés de telle sorte que chaque point de l'établissement soit atteint par deux jets de lance et protégeront l'ensemble du bâtiment. des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques. Leur installation sera conforme à la règle R4 de l'APSA. <p>Les services de lutte contre l'incendie disposent, durant 2 heures, d'un débit d'extinction minimal de 180 m³/h: cette disposition est réalisée par une borne incendie se trouvant à proximité de l'établissement (débit à vérifier) et complété par un autre dispositif (autre borne à proximité, réserve complémentaire sur le site...).</p> <p>L'exploitant fera connaître, au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté, les dispositions qu'il aura mise en place afin de satisfaire à cette exigence de 180 m³/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de 18 R.I.A. de longueur 30 m qui sont répartis dans l'ensemble de l'établissement de façon à permettre d'atteindre chaque point par au moins 2 jets (selon plan d'implantation des R.I.A. vu sur place).</p> <p>Les diamètres nominaux des R.I.A. indiqués dans l'inventaire du registre de sécurité sont de 25 mm pour les 3 appareils dans les bureaux et couloirs, et de 32 mm pour les autres appareils répartis dans l'usine. Par contre le rapport de vérification des RIA établi par la société CHUBB suite à la vérification du 28/04/2025 indique des diamètres nominaux de 25 et de 33 mm. L'exploitant mettra en cohérence ces deux documents après vérification des diamètres nominaux effectivement présents sur site et adressera copie du document mis à jour à l'inspection.</p> <p>58 extincteurs (eau, poudre et CO2) sont répartis dans l'établissement et repérés sur le plan d'évacuation.</p> <p>L'inspection constate la présence d'un poteau incendie situé à environ 50 mètres de l'entrée du site et une centaine de mètres du bâtiment à défendre.</p> <p>Par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a adressé les résultats des mesures des débit du PI proche de l'entrée du site (PI n° 622050020) et du PI n° 622050021 situé rue du Smetz à environ 300 m du site. Les mesures de débits de ces PI ont été réalisées à 3 bars.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des résultats des essais de débit / pression à 1 bar (essais en simultané de ces 2 poteaux incendie) permettant de justifier la disponibilité du débit de 180 m3/h, ce qui constitue une non conformité vis à vis des prescriptions du présent article.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant vérifiera la cohérence des diamètres nominaux des RIA entre le rapport de</p>

<p>vérification des RIA établi le 28/04/2025 par la société CHUBB et le registre de sécurité. Copie du document mis à jour sera adressée à l'inspection.</p> <p>L'exploitant justifiera la ressource en eau disponible de 180 m3/h pendant 2 heure à l'appui d'essais de débit des poteaux incendie réalisés en simultanée à une pression de 1 bar.</p> <p>Compte tenu de l'éloignement du PI situé rue du Smetz (supérieur à 300 m), l'avis du SDIS sera sollicité par l'inspection sur l'utilisation de ce poteau en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2017, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le chapitre 7.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2008 est complété par les dispositions suivantes :</p> <p>« Article 7.3.6. - Détection d'incendie</p> <p>Un dispositif de détection automatique des incendies avec report d'alarme à l'exploitant est mis en place au niveau de l'entrepôt de stockage.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ce dispositif de détection. Il établit des consignes de maintenance et organise, à fréquence semestrielle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les compte rendu sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p> <p>Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences des dispositifs de détection ; cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à 1 mètre. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est pourvu d'une détection automatique d'incendie avec report d'alarme qui couvre la zone de l'entrepôt de stockage. L'exploitant présente à l'inspection le plan de localisation des détecteurs. La centrale SSI est située dans le bureau d'accueil.</p> <p>Pendant les heures de fonctionnement, la détection automatique est opérationnelle et le personnel peut également à tout moment déclencher l'alerte au moyen de déclencheurs manuels. En dehors des heures de fonctionnement, la détection automatique d'incendie déclenche l'alarme dont le report est assurée par un transmetteur téléphonique vers les numéros des personnes d'astreinte (cf. procédure incendie PRO-SEC-001 version F du 9/05/2025).</p> <p>Le suivi des vérifications de la détection incendie est assuré par un système GMAO. Selon le tableau de suivi des vérifications présenté par l'exploitant, les dernières vérifications de la détection incendie ont eu lieu le 30/03/2022, le 13/04/2023, le 26/04/2024. La fréquence semestrielle n'est pas respectée ce qui constitue une non conformité avec les prescriptions du présent arrêté.</p>

L'exploitant a transmis à l'inspection le 30/04/2025 le rapport du dernier contrôle de la centrale SSI réalisé le 28/04/2025 par la société CHUBB ; le rapport conclue à un bon fonctionnement de l'installation,mais précise que l'alarme n'est pas audible dans tout le bâtiment.

L'exploitant précise que suite à ce dernier rapport Chubb et du constat que les sirènes ne sont pas audibles dans toute l'usine, il a mis en place une disposition complémentaire qui consiste à passer dans l'ensemble des locaux de l'usine et d'alerter au moyen d'une corne de brume. Cette disposition fait l'objet d'une consigne qui apparait dans la procédure "incendie" (PRO-SEC-001) version F du 9/05/2025 qui précise dans le logigramme d'actions que la personne découvrant le sinistre déclenche l'alarme incendie et passe dans les locaux avec une corne de brume. **La mise en œuvre de cette disposition est source d'une potentielle mise en danger du personnel chargé de parcourir l'établissement pour donner l'alerte au moyen de la corne de brume. Une solution d'alerte audible en tout point du bâtiment sans intervention humaine doit être recherchée et mise en œuvre.** L'exploitant tiendra informée l'inspection des nouvelles mesures mises en place.

Au moment de l'inspection, la distance entre les stockages les plus hauts et le plafond est estimée à plus de 2 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tiendra informée l'inspection des nouvelles mesures mises en place pour rendre les sirènes de l'alarme incendie audibles en tous points du bâtiment sans intervention humaine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]

Constats :

L'exploitant présente son système informatisé (de type GMAO) de suivi de la maintenance et des vérifications de ses différents équipements et matériels.

Vu les enregistrements des dernières vérifications des équipements suivants :

- extincteurs : 5/03/2024 ;

- R.I.A. : 26/04/2024
- portes coupe feu : 12/04/2024
- désenfumage : 26/04/2024
- centrale incendie SSI :

Les rapports détaillés de chaque contrôle est accessible depuis cette base informatique ; vu par sondage le rapport du contrôle des extincteurs du 5/03/2024.

La GMAO est basée sur un ensemble de table gérées par Access.

Une première table, appelée mode opératoire, définit les types d'intervention avec une fréquence. Après chaque intervention renseignée, une nouvelle date échéance est calculée. Lorsque l'échéance d'une intervention est proche, elle s'affiche dans une requête qui apparaît à chaque ouverture d'Access.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Indisponibilité des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

[...] En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

L'exploitant précise les éléments suivants :

- les moyens de lutte contre l'incendie sont les extincteurs, les RIA et à l'extérieur une borne incendie pour les pompiers ;
- l'alimentation des RIA est assurée par le même réseau que la borne incendie. Deux pompes surpresseurs permettent de garder la pression du réseau RIA.
- ces pompes ne sont pas secourues, elles sont dans le même local que le TGBT, au plus près de la distribution électrique.
- au poste de distribution électrique, il y a possibilité de se connecter sur 2 arrivées différentes (Arques et Aire sur la LYS) dans un délai contractuel de 20 minutes pour reconnexion par Enedis (confère plan de continuité d'activité S30C 0i FSO25043008170)

Cette opération de connexion n'est pas précisée dans la procédure "incendie" PRO-SEC-001 présentée par l'exploitant .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois